

unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 16 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE LE GOUessant (ZI)

Zone Industrielle
1 rue Jeannaie Maroué
22400 LAMBALLE-ARMOR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement COOPERATIVE LE GOUessant (ZI) implanté Zone Industrielle 1 rue Jeannaie Maroué 22400 LAMBALLE-ARMOR. L'inspection a été annoncée le 12/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le département des Côtes-d'Armor connaît une période de sécheresse et des températures supérieures aux normales saisonnières qui conduisent à une dégradation importante du débit des cours d'eau, associée à une augmentation significative des besoins en eau potable, sans possibilité de reconstituer les réserves rapidement.

Les mesures de restriction de l'usage de l'eau, déjà mises en œuvre avec les arrêtés préfectoraux du 21 juillet puis du 28 juillet 2022, s'avèrent insuffisantes pour garantir que la distribution d'eau potable et que la disponibilité de l'eau pour les activités économiques de production seront assurées à moyen terme.

Dans ce contexte, après avis exprimé à l'unanimité par le Comité de gestion de la ressource en eau (CGRE), réuni le 9 août 2022, le préfet des Côtes-d'Armor a décidé de renforcer les mesures de restriction de l'usage de l'eau en plaçant l'ensemble du département en situation de CRISE, conformément aux dispositions de l'arrêté cadre sécheresse.

Ce classement conduit aux mesures de restriction indiquées dans l'arrêté préfectoral du 10 août 2022 pour tous les prélèvements d'eau à partir du réseau public d'alimentation en eau potable et dans le milieu naturel (forages, puits, prélèvements en rivière, plans d'eau ou retenues connectés durant l'étiage), effectués à l'aide d'installations fixes ou mobiles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE LE GOUessant (ZI)
- Zone Industrielle 1 rue Jeannaie Maroué 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005500104
- Régime : Autorisation

La société LE GOUessant, autorisée par arrêté préfectoral du 02 mars 2004 modifié par arrêté complémentaire du 08 juillet 2010, exploite sur le site situé dans la zone industrielle de Lamballe :

- une unité de fabrication d'aliments pour le bétail (classement 3642) ainsi qu'une unité de stockage de céréales (classement 2160) ;
- un atelier de conditionnement des pommes de terre (dit atelier "frais") ;
- un atelier de transformation de pommes de terre (dit atelier "transformation").

La France et notamment la Bretagne fait actuellement face à un contexte de sécheresse qui fragilise la disponibilité de la ressource en eau pour tous les usagers. C'est dans ce contexte de sécheresse que cette visite d'inspection a été réalisée, afin de vérifier le respect des mesures de restriction applicables.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la consommation d'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Suivi des consommations	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Niveau d'alerte sécheresse	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 1er
2	Réduction de consommation ou mesure alternative	Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas observé d'écarts par rapport au respect de l'arrêté préfectoral du 10/08/2022 réglementant les usages de l'eau dans le département des Côtes-d'Armor – Mise en situation de « crise sécheresse ».

Cependant, l'exploitant doit faire preuve de réactivité pour détecter les éventuelles anomalies sur ses installations consommatrices en eau et les résoudre efficacement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau d'alerte sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Déclaration des niveaux de sécheresse sur le département des Côtes d'Armor
Constats : L'arrêté préfectoral du 10 août 2022, pris en application de l'arrêté cadre sécheresse du 16 juin 2022, a déclaré en état de "crise sécheresse" tout le département au titre des milieux aquatiques. Il définit les mesures de restriction applicables. Le site est notamment visé par les mesures définies à l'article 2 ligne 7.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réduction de consommation ou mesure alternative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Usage de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée: Réduction impérative de - 25 % et objectif à -40% de la consommation moyenne hebdomadaire interannuelle calculée sur les 5 dernières années correspondant à la période en cours hors période de sécheresse, sauf si : - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il a mis en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité).
Constats : La société LE GOUessant exploite une unité de fabrication d'aliments pour le bétail qui représente 25 % de la consommation d'eau du site. Les deux ateliers de conditionnement et de transformation représentent quant à eux 65 % de la consommation. L'exploitant s'est donc concentré sur la réduction de la consommation d'eau de ces deux ateliers. Cependant, un travail a été réalisé sur l'unité de fabrication d'aliments pour le bétail avec la profession (Tecaliment). Le rapport montre que la consommation de l'installation en litres par tonne de granulés produits se situe dans la médiane de la profession. L'industriel a présenté lors de l'inspection un diagnostic sur la ressource en eau. Celui-ci a été réalisé en juillet 2021 par le bureau d'études Utilities Performance. Ce diagnostic porte sur l'ensemble des procédés le plus consommateur en eau des deux ateliers. Les actions préconisées par le bureau d'études permettraient d'économiser sur une année jusqu'à 19 000 m ³ d'eau. L'industriel a exposé son plan d'action lors de l'inspection. Celui-ci a entrepris de mettre en œuvre, pour le début de l'année 2023, la majorité des actions proposées dans l'étude. Ainsi, l'exploitant compte : <ul style="list-style-type: none">• mettre en place des sous-compteurs sur les installations les plus consommatrices en eau ;• mettre en place des vannes automatiques pour arrêter automatiquement les buses de rinçage lors de l'arrêt de la ligne.• remplacer les buses à eau par des buses à air ;• mettre en place un système de nettoyage en-place (NEP). Ce système a pour avantage d'économiser de l'eau lors du nettoyage de l'atelier transformation ;• recycler l'eau de la thermoformeuse ;• récupérer l'eau de toiture ; Par ailleurs, suite à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2022 passant une partie du département en "alerte renforcée", l'exploitant a mis œuvre des actions pour sensibiliser son personnel et pour restreindre l'utilisation de la pratique du "pousse à l'eau" consistant à utiliser le jet d'eau au lieu d'une raclette pour nettoyer le sol. L'inspection invite l'industriel à pérenniser ces gestes qui permettent de réduire la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi des consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2022, article 2 (ligne 7)
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Relevé des compteurs à fréquence hebdomadaire
Constats : <p>L'exploitant a présenté le détail des consommations d'eau dans la fiche d'auto-diagnostic.</p> <p>Le suivi des consommations est réalisé à l'aide de plusieurs compteurs qui sont situés à l'entrée de chaque installation : l'atelier « frais », l'atelier « transformation » et l'UAB. À l'intérieur de ces installations, l'exploitant ne possède pas de sous-compteurs. Ces compteurs sont reliés à système de télérelève permettant de surveiller en continu la consommation d'eau des installations sur le site.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a informé l'inspection que le compteur du forage présente depuis le mois de juillet un biais important. En effet, la consommation moyenne sur le compteur du forage est de 108 m3 par semaine alors que maintenant la consommation moyenne s'élève à 240 m3 par semaine. L'exploitant a donc réalisé tardivement une enquête plus précise pour comprendre d'où venait l'anomalie. L'expertise a relevé une fuite (difficilement détectable) au niveau de la laveuse expliquant ces écarts.</p> <p>Une intervention de maintenance est programmée sur le process le vendredi 26 août 2022 pour réaliser un diagnostic et la réparation.</p> <p>L'exploitant dispose d'un délai de 15 jours pour prendre toutes les dispositions, à la fois organisationnelles mais également techniques, pour détecter et résoudre les éventuelles fuites sur ses installations.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet